

## INSTALLATION, AUJOURD'HUI, DE LA NOUVELLE APN

## Harraoubia pour succéder à Ziari

**Il succédera à Abdelaziz Ziari à la tête de l'Assemblée populaire nationale dont la toute nouvelle législature démarre aujourd'hui à l'occasion de la cérémonie officielle d'installation de la nouvelle composante issue des élections législatives du 10 mai dernier.**

**M. Kebci- Alger (Le Soir)** - Lui, c'est l'actuel ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Rachid Harraoubia, qui a piloté la liste de son parti, le FLN, dans la wilaya de Souk-Ahras, où il est né un certain 7 décembre 1946. Il sera sans aucun doute le troisième personnage de l'Etat après le président de la République et Abdelkader Bensalah, qui préside le Conseil de la nation.

Il était question à un certain moment qu'il dirige la liste du FLN au niveau d'Alger, pressenti dès le départ, à prendre le relais de Ziari. Celui-ci, ayant senti le «manège» et lâché par ses «sponsors» d'en haut, s'est, à la toute dernière minute, retiré de la course aux dernières législatives, accouchant même d'un communiqué, le 26 mars dernier, où il justifiait sa décision par son souci de s'inscrire «dans le sillage des réformes entreprises par le président de la République et votées par le Parlement, qui visent, entre autres, à accorder plus de chances aux nouvelles générations dans tous les domaines, notamment dans la politique».

Une sortie que plus d'un observateur politique averti des us et coutumes du sérail n'a pas hésité à mettre sur le compte d'un forfait de dernière minute, affirmant mordicus que Ziari tenait absolument à briguer une seconde mandature.

Une ambition qui s'est, malheureusement, heurtée au nict catégorique de Abdelaziz Belkhadem qui s'est abrité derrière une décision irrévocable du président de la République.

Et comme la tête de liste de la capitale faisait l'objet de beaucoup de convoitises de par la symbolique

qu'elle suggère, la direction du FLN a renvoyé tous les potentiels prétendants à leurs wilayas d'origine et a opté pour une solution médiane, en gratifiant de cet honneur le président du Haut-Conseil de la langue arabe, Mohamed Larbi Ould-Khelifa,

Cela dit, le choix porté sur Harraoubia pour diriger la toute nouvelle APN est loin de relever du hasard, encore moins du fait que l'homme fasse partie du cercle restreint des hommes de confiance du premier magistrat du pays.

Bien d'autres paramètres, liés notamment à l'équilibre régional, ont plaidé en faveur de l'ancien recteur de l'USTHB de 1983 à 1989. Militant du parti au pouvoir qui vient de retrouver une «seconde vie» à la faveur des 208 sièges arrachés le 10 mai dernier, depuis quarante ans, il intégrera le comité central dont il sera membre de 1989 à 1998 avant de se faire élire député de 1987 à 1991 et d'être nommé ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en automne 2002, poste qu'il n'a jamais quitté depuis. En plus de ce parcours politique, Harraoubia «traîne» un CV scientifique et professionnel assez étoffé. Titulaire d'un doctorat 3<sup>e</sup> cycle en sciences physiques, chimie macromoléculaire obtenu avec mention, il a l'avantage de parler trois langues, le français, l'arabe et l'anglais, et professe dans les universités depuis 1972. Il a aussi rejoint plusieurs entités universitaires aussi bien régionales qu'internationales comme l'Association des universités africaines qu'il présidera entre 1984 et 1989, le Comité mixte d'évaluation et de perspectives qu'il coordonnera de 1985 à 1989, l'Association internationale des universités dont il a été



Rachid Harraoubia.

Photo : Samir Sid

membre entre 1983 et 1989 ou encore le Conseil des universités maghrébines qu'il coordonnera de 1989 à 1990. Cela en sus d'ouvrages, de thèses et autres innombrables communications dont il est l'auteur.

Mais au-delà de ce CV donc, qu'il doit partager avec bien de militants du parti à qui doit échoir la présidence de l'APN, Harraoubia a un autre atout : celui de tirer ses origines de l'est du pays. Une «carte» qui fait de

lui l'homme idéal pour présider la nouvelle APN, le Conseil de la nation étant dirigé par un homme de l'ouest et membre du RND, l'autre parti sur lequel s'appuie le président pour mener sa politique. C'est, d'ailleurs, le même raisonnement qui est adopté concernant la désignation du Premier ministre et de certains postes-clés de l'Exécutif Et c'est dans cette logique que Ahmed Ouyahia, du centre du pays et de surcroît originaire de Kabylie, cette région «rebelle et frondeuse de tradition» que l'on ne peut oublier d'intégrer dans toute stratégie du pouvoir, qui est bien parti pour succéder à lui-même. Ceci quoiqu'un autre personnage, Abdelmalek Sellal, très proche du président et partageant le même profil qu'Ouyahia, soit cité cette fois-ci comme potentiel Premier ministre comme à maintes reprises par le passé. Mais tout indique que c'est le patron du RND qui poursuivra la mission à la tête de l'Exécutif.

M. K.

## DOYEN DES NOUVEAUX DÉPUTÉS

## Mohamed-Larbi Ould-Khelifa présidera la première séance

Il présidera, le temps de la séance de son installation aujourd'hui, la toute nouvelle Assemblée populaire nationale. C'est ce que, en sa qualité de doyen des nouveaux députés, lui confèrent et la Constitution et le règlement intérieur régissant le fonctionnement de l'auguste Assemblée.

Mohamed-Larbi Ould-Khelifa, puisque c'est de lui qu'il s'agit, aura l'insigne honneur, en compagnie du plus jeune des nouveaux parlementaires, à diriger les travaux de la toute première session de la nouvelle assemblée, avant de céder la place au président qui sera élu parmi les nouveaux élus et que sera sans nul doute, Rachid Harraoubia, le ministre sortant de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, élu sur la liste FLN dans la wilaya de Souk-Ahras.

Ould Khelifa, ce septuagénaire, originaire de Béjaïa, en Kabylie, mais ayant vécu longtemps à Laghouat avant de débarquer dans la capitale, est titulaire d'un

doctorat en sociologie en 1971 en Grande-Bretagne. Il a eu à professer au sein du département de psychologie de l'Université d'Alger avant d'en devenir le chef. Il épousa une assez modeste carrière politique puisqu'il sera appelé, en 1980, par feu Mohamed Ben Ahmed Abdelghani, alors chef du gouvernement, pour diriger le secrétariat d'Etat chargé de la culture et des arts populaires jusqu'en 1982 avant de se voir confier l'enseignement secondaire et technique de janvier 1982 jusqu'à 1984. Il sera peu après nommé ambassadeur au Yémen (1985-1988) puis en Iran (1988-1991) avant de se voir confier le Haut-Conseil de la langue arabe.

Celui qui a piloté la liste du FLN dans la capitale à l'occasion des dernières législatives a à son actif bien des ouvrages, dont *La révolution algérienne : Données des défis* (1971), *Le Développement et la démocratie en Algérie* (1982), en sus de plusieurs recueils et autres entretiens culturels.

M. K.

## LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL TRANCHE

## Le second tour...

**Redistribution des sièges à l'APN. Le Conseil constitutionnel a mis fin au «suspense». L'institution de Tayeb Belaïz a, ainsi, ôté 13 sièges au FLN et 2 autres au RND pour les octroyer au FFS, au PT, au MPA, au FJD et à l'Alliance verte. Un deuxième tour qui ne dit pas son nom.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Le verdict est tombé jeudi : le Conseil constitutionnel a quelque peu modifié la composante de l'Assemblée populaire nationale tout juste avant l'installation des nouveaux députés.

Le Front de libération nationale, grand vainqueur de l'élection du 10 mai dernier, fait les frais de cette nouvelle configuration. Il perd 13 sièges contre deux pour son poursuivant direct, le Rassemblement national démocratique. Grands gagnants de cette redistribution des cartes, le Front des forces socialistes qui se voit attribuer 6 nouveaux sièges et passe à 27, le Parti des travailleurs qui a gagné 7 nouveaux sièges passant à 26, le Mouvement populaire algérien et le Front pour la justice et le développement qui ont gagné chacun un siège et l'Alliance de l'Algérie verte qui a perdu un siège mais en a gagné trois autres, passant à 50 dans l'Hémicycle.

En dépit des treize sièges qu'il perd, le FLN reste largement en tête avec 208 sièges sur les 462 que compte la nouvelle Assemblée nationale. Le parti de Belkhadem, qui rêvait déjà d'une majorité absolue

grâce au ralliement des candidats indépendants, est, néanmoins, le grand perdant du nouveau décompte fait par le Conseil constitutionnel. Ce dernier avait été saisi par la grande majorité des partis politiques, s'estimant lésés et dénonçant le score initialement attribué au FLN.

Un front rejetant en bloc les résultats des élections a été formé par une dizaine de formations, dénonçant une fraude organisée en faveur du FLN. Le Conseil constitutionnel a été destinataire de 167 recours. Jeudi, il annonçait officiellement la non-recevabilité de 47 recours par le fait que ces derniers ne répondaient pas aux conditions légales définies par la loi organique, portant régime électoral et le règlement fixant les règles de fonctionnement du Conseil constitutionnel.

Le Conseil a également rejeté 107 recours pour non-respect des formes de procédé et décidé de la recevabilité de 13 recours fondés, dont un recours sans incidence sur le résultat définitif. Les recours pris en compte concernent 12 circonscriptions électorales, à savoir Chlef, Blida, Bouira, Tébessa, Djelfa,



Photo : NewPress

Annaba, Guelma, Constantine, Mostaganem, Bordj Bou-Arréridj, Boumerdès et Mila.

A Chlef, deux députés du PT remplaceront un élu du FLN et un autre de l'Alliance pour une Algérie verte. A Blida, c'est toujours le PT qui récupère les voix du FLN et d'un candidat indépendant. A Bouira, les élus du FLN devront laisser place à ceux du FFS. A Tébessa, l'Alliance pour une

Algérie verte récupère le siège du FLN. Au niveau de Djelfa, l'Alliance pour une Algérie verte s'adjuge les deux sièges obtenus initialement par le FLN et le RND.

Le MPA récupère à Annaba un siège qui était aux mains du FLN. A Guelma, le PT récupère un siège du FLN, à Constantine ce dernier fait place au FFS. A Mostaganem, le PT récupère les deux sièges du FLN tan-

dis qu'à Bord Bou-Arréridj, c'est le FFS qui le fait, ce dernier récupère un autre siège à Boumerdès tandis qu'à Mila, le Front pour la justice récupère un siège au détriment du Mouvement des nationalistes libres.

Un rééquilibrage qui obéit certainement à des considérations. Lesquelles ? Le Conseil constitutionnel n'est pas tenu de le dire...

N. I.